

HOLY SEE PRESS OFFICE
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIEGE
PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLS

BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0632

Martedì 06.11.2012

INTERVENTO DEL SEGRETARIO PER I RAPPORTI CON GLI STATI ALL'81ma SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELL'INTERPOL

INTERVENTO DEL SEGRETARIO PER I RAPPORTI CON GLI STATI ALL'81ma SESSIONE DELL'ASSEMBLEA GENERALE DELL'INTERPOL

- INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI
- TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Pubblichiamo di seguito l'intervento che il Segretario per i Rapporti con gli Stati della Segreteria di Stato, S.E. Mons. Dominique Mamberti, ha pronunciato ieri all'81ma Sessione dell'Assemblea Generale dell'INTERPOL, in corso di svolgimento a Roma:

• INTERVENTO DI S.E. MONS. DOMINIQUE MAMBERTI

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

Ma Délégation désire avant tout remercier les Autorités italiennes et tous les organisateurs de cette Assemblée générale d'INTERPOL, dont le thème, « la police face aux défis de la violence criminelle contemporaine », est d'une grande importance pour toute collectivité humaine.

1. Au cours des dernières décennies, le phénomène criminel a connu un essor conséquent tant du point de vue quantitatif que du point de vue de la violence de ses manifestations. Les caractéristiques de l'action criminelle ont évolué d'une manière préoccupante, l'agressivité et l'atrocité des épisodes s'aggravant dangereusement. En outre, les activités criminelles s'articulent à un niveau désormais planétaire, avec des systèmes de coordination et selon des pactes criminels qui dépassent les frontières des États. La mondialisation est donc arrivée à modeler aussi ce cadre dramatique de la vie humaine. Des moyens techniques sophistiqués, des ressources

financières considérables, quelquefois d'obscures complicités politiques sont autant d'éléments qui concourent à fournir un appui délétère à des formes organisées de violence extrême. (cf. '*Compendium*' de la *Doctrine Sociale de l'Église*, n. 513).

En même temps, le développement des institutions démocratiques a permis d'affiner les techniques de protection de la liberté des individus et les modalités d'un usage proportionné et responsable de la force publique. Malgré cela, il reste toujours une marge de vulnérabilité devant la criminalité la plus atroce dont les manifestations remettent en cause les bases mêmes de la cohabitation civile, en attaquant l'échelle des valeurs sur lesquelles les institutions de l'État moderne sont fondées.

La défense et la promotion de cette échelle des valeurs est la première et la plus importante action de prévention de la criminalité. Si les pouvoirs publics n'étaient plus en mesure d'agir de façon préventive dans cette direction, ils verraient par là même s'affaiblir leur propre légitimité. Une telle dérive est un risque à éviter avec attention : l'autorité publique qui a le devoir de gérer l'administration de la justice et de la sécurité, tire nécessairement sa propre vitalité et son autorité d'une constante référence à un ordre éthique objectif. Quand l'autorité perd le crédit et la confiance des citoyens et s'appuie seulement sur le formalisme juridique, sur la simple application des règles, sans un regard de vérité sur l'homme, cette autorité devient un géant aux pieds d'argile.

En soi, l'État démocratique doit offrir à tous les citoyens les mêmes garanties de défense des droits fondamentaux. On constate toutefois que, même dans des pays où des formes de gouvernement démocratique sont en place, ces droits ne sont pas toujours complètement respectés (cf. Jean-Paul II, Lett. Enc. *Centesimus annus*, n. 47). Afin d'endiguer les expressions criminelles les plus atroces, chaque État doit en outre s'interroger sur les causes qui les contraignent à les subir et rechercher les origines lointaines dont elles dérivent.

La complexité du phénomène implique aussi que soient affrontées les questions qui touchent à la force de l'état de droit, même dans les situations les plus dramatiques de la vie des États, comme celles provoquées par la criminalité la plus effroyable : comment respecter les principes fondamentaux du droit dans les situations d'extrême tension ? Quel rôle assurer au droit, dans la nécessaire lutte contre une criminalité plus violente et imprévisible ? Quel droit convient-il d'appliquer ?

2. La promotion de l'État de droit est l'un des objectifs confirmés de la communauté internationale, comme l'a rappelé encore récemment l'Événement de haut niveau organisé à New York le 24 septembre dernier, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies. Pour que l'état de droit soit en vigueur, il faut que soient réunies, dans un ensemble harmonieux, un certain nombre de conditions : des normes constitutionnelles précises concernant la séparation des pouvoirs et les compétences des divers organes, la transparence des actes de gouvernement, le contrôle juridictionnel exercé par une magistrature indépendante, mais aussi l'existence de voix diverses capables de s'exprimer librement dans l'espace public. Le but est que, en droit comme en fait, toutes les personnes physiques, les institutions publiques et privées, les États et les Organisations internationales soient soumis à la loi, une loi qui doit être « juste et équitable ».

Au-delà du formalisme, la substance du droit est la justice, ou plutôt ce qui est juste. Aujourd'hui, il n'est pas toujours facile de déterminer quelle est la chose juste, en vue d'établir la norme de droit positif. La Déclaration des Droits de l'homme nous offre une référence importante pour délimiter ce qui est juste, mais elle n'est pas suffisante. Elle est le fruit d'une évolution historique, juridique et philosophique complexe, riche et articulée. La Déclaration elle-même reconnaît l'existence d'une nature humaine antérieure et supérieure à toutes les théories et constructions sociales, que l'individu et les sociétés doivent respecter et ne pas manipuler à plaisir. L'homme, à travers l'expérience qu'il fait de lui, reconnaît qu'il ne se crée pas lui-même. Il est intelligence et volonté, mais aussi nature. L'intelligence de l'homme réfléchit sur une donnée qui lui est préalable : sa propre existence dans un mode déterminé. C'est seulement en acceptant cette donnée préalable et en se basant sur elle que l'intelligence indique à la volonté la juste conduite, réalisant pleinement sa propre liberté (cf. Benoît XVI, *Discours au Bundestag*, Berlin, 22 septembre 2011). Si la production législative et son application se limitaient au contraire à s'appuyer sur une structure de nature formaliste, sur des raisons pragmatiques et utilitaristes, en perdant de vue la vérité sur l'homme, toute organisation qui en découlerait, comme toute institution appelée à la

faire respecter, risquerait d'être susceptible d'instrumentalisation. En définitive, serait oublié le véritable sujet/objet du commandement impératif : la personne humaine, toute la personne humaine, chaque personne humaine. De plus, les lois et les institutions juridiques seraient discréditées parmi ceux qui, au contraire, devraient les observer : « Si les principes moraux qui sont sous-jacents au processus démocratique ne sont eux-mêmes déterminés par rien de plus solide qu'un consensus social, alors la fragilité du processus ne devient que trop évidente – là est le véritable défi pour la démocratie » (Benoît XVI, *Discours aux Autorités civiles*, Londres, 17 septembre 2010).

La valeur transcendante de la dignité humaine, enracinée dans la nature même de l'homme et accessible à la raison droite, offre au droit un fondement de stabilité sûre, parce que correspondant à la vérité de l'homme créé par Dieu, et elle permet en même temps que l'état de droit puisse poursuivre son véritable but, qui est la promotion du bien commun. Si, en effet, manque cette référence fondamentale, se créent des risques de déséquilibre : même l'affirmation de l'égalité devant la loi peut servir d'alibi à des discriminations flagrantes et, d'autre part, une affirmation excessive de l'égalité peut donner lieu à un individualisme où chacun revendique ses droits, sans se vouloir responsable du bien commun. (cf. Paul VI, Let. Apost. *Octogesima adveniens*, n. 23).

3. La lutte contre toute forme de violence, surtout celle qui se manifeste avec le plus de brutalité, suppose le devoir moral de contribuer à réaliser les conditions pour que celle-ci ne puisse ni naître ni se développer. Ceux qui opèrent au sein des institutions de sécurité publique, comme les forces de police que vous représentez, sont conscients que les premiers anticorps à toute forme de criminalité sont justement les citoyens de chaque pays. C'est dans l'alliance et dans la solidarité entre les citoyens et les forces de l'ordre que se réalise le meilleur bastion de résistance à la criminalité.

Parmi les actions les plus efficaces pour créer un contexte social ordonné au bien commun, figure l'élimination des causes qui provoquent et alimentent des situations d'injustice. Dans ce domaine, un rôle fondamental et préventif doit être reconnu à l'éducation inspirée par le respect de la vie humaine en toute circonstance. Sans elle, il est impossible en effet de réaliser un tissu social fort et uni sur les valeurs fondamentales, capable de résister aux provocations de l'extrême violence. En ce sens, le lieu primordial où l'homme se construit est la famille. En son sein, les enfants expérimentent la valeur de leur propre dignité transcendante, parce qu'accueillis dans la gratuité prévenante de l'amour réciproque et stable des époux. En son sein, sont pratiquées les premières formes de justice et de pardon, ciment des relations intrafamiliales et base d'une insertion correcte dans la vie sociale.

Une fois réaffirmée la centralité de la famille et l'importance des autres sociétés intermédiaires, le plein respect des droits de l'homme nécessite l'affirmation convaincue que le criminel, quelle que soit la gravité des délits commis, demeure toujours une personne humaine, dotée de droits et de devoirs. En lui repose, bien que défigurée par le péché, l'image du Dieu Créateur.

Cela explique pourquoi l'État devra pourvoir à prévenir et à réprimer les phénomènes criminels, en remédiant aussi aux désordres causés par les actions délictueuses ; mais qu'en faisant cela, il devra dans tous les cas s'abstenir de la pratique des mauvais traitements et des tortures (cf. '*Compendium*' de la *Doctrine Sociale de l'Église*, n. 402) et assurer la sauvegarde des libertés fondamentales dont jouit toute personne. Pour être légitime, aucune restriction de la liberté individuelle, même si elle est orientée à la prévention ou à la répression de l'activité criminelle, ne devra jamais porter atteinte à la dignité personnelle ou compromettre injustement un exercice effectif des droits de l'homme.

C'est seulement en opérant de cette manière que les autorités de gouvernement, les forces de police et toutes les institutions vouées à la sécurité, réussiront à susciter et à alimenter la confiance et le respect des citoyens, en renouvelant le fondement de l'état de droit et en rendant toujours plus efficace la lutte contre la criminalité.

Merci, Monsieur le Président !

• TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Signor Presidente,

Signori Ministri,

Signore e Signori,

La mia Delegazione desidera, anzitutto, ringraziare le Autorità Italiane e tutti gli Organizzatori di questa Assemblea generale di INTERPOL, il cui tema, "Le sfide poste alla polizia dal fenomeno della violenza criminale contemporanea", è di una grande rilevanza per qualsiasi società.

1. Nel corso degli ultimi decenni il fenomeno criminale ha conosciuto un incremento sostanziale sia dal punto di vista quantitativo che sotto il profilo della violenza delle sue manifestazioni. Le caratteristiche dell'azione criminale si sono evolute in modo preoccupante, essendosi pericolosamente aggravate l'aggressività e l'efferatezza degli episodi. Inoltre, le attività criminali si articolano ad un livello ormai planetario, con sistemi di coordinamento e secondo patti criminali che superano i confini degli Stati. La globalizzazione è arrivata dunque a plasmare anche questo ambito drammatico della vita umana. Sofisticati mezzi tecnici, ingenti risorse finanziarie, talvolta oscure complicità politiche, sono elementi che concorrono a fornire un appoggio deleterio a modalità organizzate di violenza estrema (Cf. *Compendio della Dottrina Sociale della Chiesa*, n. 513).

Al tempo stesso, lo sviluppo delle istituzioni democratiche ha permesso di affinare le tecniche di protezione della libertà degli individui e le modalità di un uso proporzionato e responsabile della forza pubblica. Ciò nonostante residua sempre un margine di vulnerabilità dinanzi alla criminalità più efferata, le cui manifestazioni mettono in discussione le basi stesse della convivenza civile, erodendo il tessuto valoriale sul quale le istituzioni dello Stato moderno sono fondate.

La difesa e la promozione di questo tessuto valoriale è la prima e più importante azione di prevenzione della criminalità. Qualora il potere pubblico non fosse più in grado di operare preventivamente in tale direzione, vedrebbe per ciò stesso venire meno la propria legittimità. Tale deriva è un rischio da evitare con attenzione: l'autorità pubblica, che ha il compito di gestire l'amministrazione della giustizia e della sicurezza, trae necessariamente la propria vitalità ed autorevolezza da un costante riferimento ad un oggettivo ordine etico. Quando l'autorità perde il credito e la fiducia dei cittadini, e si appoggia solo al formalismo giuridico, al mero governo delle regole, senza uno sguardo di verità sull'uomo, questa autorità diventa un gigante coi piedi d'argilla.

Lo Stato democratico, per sé, deve offrire a tutti i cittadini le medesime garanzie di tutela dei diritti fondamentali. Si constata, d'altra parte, che anche nei Paesi dove vigono forme di governo democratico, non sempre questi diritti sono del tutto rispettati (cf. Giovanni Paolo II, Lett. enc. *Centesimus annus*, 47). Al fine di arginare le espressioni criminali più efferate, ogni Stato deve inoltre interrogarsi sulle cause che soggiacciono ad esse ed indagare le origini remote da cui esse derivano.

La complessità del fenomeno implica anche il confronto con interrogativi che attengono alla forza dello stato di diritto anche nelle situazioni più drammatiche della vita degli Stati, come quelle poste in essere dalla criminalità più estrema: come rispettare i principi fondamentali del diritto nelle situazioni di estrema tensione? Quale ruolo assicurare al diritto nella necessaria lotta alla criminalità più violenta e imprevedibile? Quale diritto occorre applicare?

2. La promozione dello stato di diritto è uno degli obiettivi confermati della Comunità Internazionale, come l'ha ricordato, ancora una volta, recentemente l'evento ad alto livello organizzato a New York il 24 settembre scorso, nel quadro dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite. Perché lo stato di diritto sia in vigore occorre riunire, in un insieme armonico, un certo numero di condizioni: precise norme costituzionali concernenti la separazione dei poteri e le competenze dei diversi organi, la trasparenza degli atti di governo, il controllo giurisdizionale esercitato da una magistratura indipendente, ma anche l'esistenza di voci diverse capaci di esprimersi

liberamente nello spazio pubblico. L'obiettivo è che sia di diritto che di fatto tutte le persone fisiche, le istituzioni pubbliche e private, gli Stati e le Organizzazioni internazionali, siano soggetti alla legge, una legge che deve essere "giusta ed equa".

Al di là del formalismo, la sostanza del diritto è la giustizia, ovvero ciò che è giusto. Oggi non è sempre facile stabilire quale sia la cosa giusta che possa diventare diritto positivo. La Dichiarazione universale dei Diritti dell'Uomo ci offre un importante riferimento per delineare ciò che è giusto, ma non è sufficiente. Essa è frutto di una complessa, ricca e articolata evoluzione storica, giuridica e filosofica. La stessa Dichiarazione riconosce l'esistenza di una natura umana anteriore e superiore a tutte le teorie e costruzioni sociali, che l'individuo e le società devono rispettare e non manipolare a piacere. L'uomo, nell'esperienza che fa di sé, riconosce di non crearsi da sé. Egli è intelletto e volontà, ma anche natura. L'intelletto dell'uomo riflette su un dato che gli è previo: il suo proprio esistere in un determinato modo; solo accettando tale dato previo, e basandosi su di esso, l'intelligenza indica alla volontà il retto agire, realizzando compiutamente la propria libertà (cf. Benedetto XVI, *Discorso al Bundestag*, Berlino, 22 settembre 2011). Se la produzione legislativa e la sua applicazione si limitassero invece a sostenersi su di un impianto di natura formalistica, su ragioni pragmatiche e utilitaristiche, perdendo di vista la verità sull'uomo, ogni ordinamento conseguente, come ogni istituzione chiamata a farlo rispettare, rischierebbe di essere suscettibile di strumentalizzazioni. Così, alla fine, si dimenticherebbe il vero soggetto/oggetto del comando imperativo: la persona umana, tutta la persona umana, ogni persona umana. Inoltre, leggi ed istituzioni giuridiche cadrebbero in discredito tra coloro che dovrebbero invece osservarle: "Se i principi morali che sostengono il processo democratico non si fondano, a loro volta, su nient'altro di più solido che sul consenso sociale, allora la fragilità del processo si mostra in tutta la sua evidenza. Qui si trova la reale sfida per la democrazia" (Benedetto XVI, *Discorso alle Autorità civili*, Londra, 17 settembre 2010).

Il valore trascendente della dignità umana, radicata nella natura stessa dell'uomo e riconoscibile dalla retta ragione, offre allo stato di diritto un fondamento di sicura stabilità, perché corrispondente alla verità dell'uomo in quanto creato da Dio, e permette al tempo stesso che lo stato di diritto possa perseguire il suo vero scopo, che è la promozione del bene comune. Se, in effetti, manca questo riferimento fondamentale, si creano dei rischi di squilibrio: anche l'affermazione dell'eguaglianza davanti alla legge può servire di alibi a evidenti discriminazioni e, d'altra parte, un'affermazione eccessiva di uguaglianza può dar luogo a un individualismo dove ciascuno rivendica i propri diritti, sottraendosi alla responsabilità del bene comune (cf. Paolo VI, Lett. ap. *Octogesima adveniens*, 23).

3. La lotta ad ogni forma di violenza, soprattutto a quella che si manifesta con maggior brutalità, presuppone il dovere morale di contribuire a realizzare le condizioni affinché essa non nasca o si sviluppi. Coloro che operano all'interno delle istituzioni di pubblica sicurezza, come le forze di polizia che voi rappresentate, sono consapevoli che i primi anticorpi ad ogni forma di criminalità sono proprio i cittadini di ogni Paese. Nell'alleanza e nella solidarietà tra cittadini e forze dell'ordine si realizza il miglior bastione di resistenza alla criminalità.

Tra le azioni più efficaci per creare un contesto sociale ordinato al bene comune figura la rimozione delle cause che originano ed alimentano situazioni di ingiustizia. In questo ambito un ruolo primario e preventivo deve essere riconosciuto all'educazione ispirata al rispetto della vita umana in ogni circostanza. Senza di essa non è possibile infatti realizzare un tessuto sociale forte e coeso nei valori fondamentali, capace di resistere alle provocazioni della violenza estrema. In tal senso, luogo primigenio del farsi uomo è la famiglia. In essa i figli sperimentano il valore della propria dignità trascendente, in quanto accolti nella gratuità preveniente dell'amore reciproco e stabile degli sposi. In essa si fa esperienza delle prime forme di giustizia e di perdono, cemento delle relazioni intra-familiari e base per il corretto inserimento nella vita sociale.

Una volta ribadita la centralità della famiglia e l'importanza delle altre società intermedie, il pieno rispetto dei diritti umani necessita di una convinta attestazione che il criminale, per quanto gravi possano essere i reati commessi, resta sempre una persona umana, dotata di diritti e doveri. In lui riposa, benché deturpata dal peccato, l'immagine di Dio Creatore.

Ciò rende ragione del fatto che lo Stato dovrà provvedere a prevenire e reprimere i fenomeni criminali, rimediando altresì ai disordini causati dalle azioni delittuose; ma che nel fare ciò esso dovrà in ogni caso

astenersi dalla pratica di maltrattamenti e torture (cf. *Compendio della Dottrina Sociale della Chiesa*, n. 402, 404), nonché assicurare la tutela delle libertà fondamentali di cui gode ogni singola persona. Ogni restrizione della libertà individuale, pur se finalizzata alla prevenzione o repressione dell'attività criminale, per essere legittima non dovrà mai divenire lesiva della dignità personale o compromettere ingiustamente un effettivo esercizio dei diritti umani.

È solo operando in tali termini che le autorità di governo, le forze di polizia e tutte le istituzioni deputate alla sicurezza, riusciranno a suscitare ed alimentare la fiducia e il rispetto dei cittadini, rinnovando il fondamento dello stato di diritto e rendendo sempre più efficace la lotta alla criminalità.

Grazie, Signor Presidente!

[01445-01.01] [Testo originale: Francese]
